

Hervé WENTZINGER
Christophe SPRAUEL
Florent BARDA
Christian BERTHOLD
Annabel CORDELLIER
Marina COSTANTINO
Xavier COURTEAUX
Olivier DEL ROSSO
Arnaud GUTHERTZ
Sébastien GUY
Daniel KAISER
Frédéric LINDENMANN
Olivier LOBSTEIN

Céline LEININGER
Éric ESTREICH-BOUSSER
Stéphane LOGEL
Muriel MULLER
Christophe NITSCHÉ
Renaud PFLIEGER
Marion RUHLMANN
Julien SCHAEGIS
Mélodie SCHERER
Patrice SOUDRE
Franck-Olivier THÉOBALD
Frédéric WAGNER
Lucille YVARS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31.12.2024

INSTITUT SAINT JOSEPH
BELLEMAGNY - LUTTERBACH
62 rue Aristide Briand
68460 LUTTERBACH

* * *

FIBA SAS – SIEGE SOCIAL

7 avenue de l'Europe - Espace Européen de l'Entreprise - 67300 SCHILTIGHEIM
ADRESSE POSTALE : CS 60034 - 67013 STRASBOURG CEDEX
Tél. 03 88 18 59 59 - E MAIL : strasbourg@groupe-fiba.fr
RCS Strasbourg 698 501 442 00090

Société par Actions Simplifiée au capital de 612 500 € - NAF 6920 Z - N° TVA intr. : FR 49 698501442 - Lieu de juridiction : Strasbourg
Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes - Inscrite au Tableau Régional de l'Ordre - Membre de la Cie Régionale de Colmar

BECM : IBAN : FR76 1189 9001 0000 0375 2614 546 - BIC : CMCIFR2A

Strasbourg, Haguenau, Molsheim, Sarre-Union, Saverne, Val de Moder, Wissembourg, Lutzelhouse, Colmar, Mulhouse, Saint-Louis, Altkirch, Forbach, Creutzwald, Metz, Sarreguemines, Paris
www.groupe-fiba.fr



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31.12.2024

Aux membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Institut Saint Joseph de Bellemagny - Lutterbach relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de Commerce et par le Code de Déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons revu le processus mis en place par la direction notamment sur les points suivants :

- ✓ Concernant les immobilisations, nous avons procédé à l'appréciation de leur durée d'amortissement ;
- ✓ Concernant les dotations et produits de tarifications, et les subventions d'exploitation, reçus de la part des financeurs, nous avons vérifié leur cadre conventionnel ainsi que leur correcte comptabilisation.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.
- Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

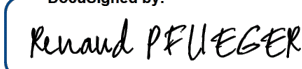
S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Colmar, le 7 avril 2025

LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

FIBA SAS

DocuSigned by:

1617EF3BBE89455...

Renaud PFLIEGER

Membre de la Compagnie Régionale de Colmar

Bilan - Actif arrêté au 31/12/2024 (toutes écritures)

Libellé	Brut	Amortist	Net	Net A-1
Actif Immobilisé				
Immobilisations Incorporelles				
Frais d'établissement	7 600,00	199,89	7 400,11	
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	43 057,90	43 057,90		
Immobilisations incorporelles en cours				3 040,00
Avances et acomptes sur immos incorpor				
Immobilisations Corporelles				
Terrains	774 603,31	306 567,50	468 035,81	494 756,33
Constructions	9 562 045,97	5 402 258,37	4 159 787,60	4 489 613,53
Installations techniques, matériel et outilla	2 378 887,36	1 510 718,67	868 168,69	925 549,72
Autres immobilisations corporelles	1 001 067,62	801 591,29	199 476,33	217 257,61
Immobilisations corporelles en cours	26 363,86		26 363,86	9 594,00
Avances et acomptes sur immos corporell				
Immobilisations Financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	112 767,66		112 767,66	100 789,66
Autres immobilisations financières	43 025,00		43 025,00	1 025,00
Total (I)	13 949 418,68	8 064 393,62	5 885 025,06	6 241 625,85
Comptes Liaisons				
Comptes Liaisons Investissement				
Comptes Liaisons Fonctionnement				
Total (II)				
Actif Circulant				
Stocks et en cours				
Matières premières, approvisionnements				
Autres approvisionnements				
En cours de production de biens et servic				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur comm				
Créances				
Créances redevables et comptes rattaché	142 822,13		142 822,13	132 139,09
Autres créances	183 104,18		183 104,18	222 912,57
Valeurs mobilières de placement	560 117,00		560 117,00	558 325,00
Disponibilités	411 136,05		411 136,05	461 353,83
Charges constatées d'avance	2 519,04		2 519,04	
Total (III)	1 299 698,40		1 299 698,40	1 374 730,49
Charges à répartir sur plusieurs exerci				
Total (IV)				
Primes de remboursement des obligati				
Total (V)				
Ecart de conversion (actif)				
Total (VI)				
Total Actif	15 249 117,08	8 064 393,62	7 184 723,46	7 616 356,34

Bilan - Passif arrêté au 31/12/2024 (toutes écritures)

	Libellé		Net	Net A-1
	Fonds Propres			
	Fonds associatifs sans droit de reprise		967 697,64	967 697,64
	Ecarts réévaluation sur biens sans droit de repr.			
	Fonds associatifs avec droit de reprise			
	Dons et legs			
	Subventions d'investissement			
	Ecarts réévaluation sur bien avec droit repr			
	Réserves			
	Excédents affectés à l'investissement			
	Réserve de compensation			
	Réserve de trésorerie		654 373,56	654 373,56
	Autres réserves			
	Report à nouveau		-491 650,96	-423 727,21
	RESULTAT DE L'EXERCICE		29 652,29	-67 923,75
	Subventions d'investissement (renouvelables)		125 515,80	155 650,76
	Provisions réglementées			
	Provision pour réserve de trésorerie			
	Réserves des plus-values nettes d'actif			
	Autres provisions réglementées			
	Comptes de liaison			
	Total (I)		1 285 588,33	1 286 071,00
	Provisions pour risques et charges			
	Fonds dédiés			
	Total (III)			
	Emprunts obligataires convertibles			
	Autres emprunts obligataires			
	Emprunts et dettes auprès des établissts de crédit		4 661 111,19	5 033 920,49
	Emprunts et dettes financières divers		377 165,75	400 643,01
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
	Redevables créditeurs			
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés		135 459,41	123 224,49
	Dettes fiscales et sociales		568 830,00	549 450,88
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
	Autres dettes		65 455,61	80 255,51
	Produits constatés d'avance		91 113,17	142 790,96
	Total (IV)		5 899 135,13	6 330 285,34
	Ecarts de conversion (passif)			
	Total (V)			
	Total Passif		7 184 723,46	7 616 356,34

Compte de Résultat - Charges arrêté au 31/12/2024 (toutes écritures)

	Libellé		Net	Net A-1
	Charges d'exploitation			
	Achats de marchandises			
	Variation de stock de marchandises			
	Achats de matières premières et fournitures			
	Variation de stock matières premières et approvisi			
	Achats d'autres approvisionnements			
	Variation de stock autres approvisionnements			
	Achats non stockés de matières et fournitures		285 751,69	269 781,96
	Services extérieurs et autres		929 695,15	872 003,56
	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémun.		341 694,57	327 395,86
	Impôts, taxes et versements assimilés autres		19 423,00	19 103,00
	Salaires et traitements		2 711 483,45	2 551 339,93
	Charges sociales		888 053,84	817 961,21
	Dotation aux amortissements sur immobilisations		507 315,95	505 392,47
	Dotation aux amortissements sur charges à répartir			
	Dotation provisions sur immobilisations			
	Dotation provisions sur actif circulant			
	Dotation provisions pour risques et charges			
	Autres charges		558,64	608,33
	Total (I)		5 683 976,29	5 363 586,32
	Charges financières			
	Dotation aux amortissements et aux provisions			
	Intérêts et charges assimilées		173 150,48	182 630,61
	Différences négatives de change			
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières			
	Total (II)		173 150,48	182 630,61
	Charges exceptionnelles			
	Sur opérations de gestion			
	Exercice courant			
	Exercices antérieurs			
	Sur opérations en capital			
	Dotation aux provisions : réserve de trésorerie			
	Dotation aux provisions : réserve des plus-values			
	Engagements à réaliser sur ressources affectées			
	Impôts sur les sociétés		456,35	4 247,78
	Total (III)		456,35	4 247,78
	CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
	Secours en nature			
	Mise à disposition gratuite de biens			
	Prestations en nature			
	Personnel bénévole		5 205,00	3 308,37
	Total (VI)		5 205,00	3 308,37
	Résultat créditeur = Excédent		29 652,29	
	Total (IV)		29 652,29	
	Total Charges		5 892 440,41	5 553 773,08

Compte de Résultat - Produits arrêté au 31/12/2024 (toutes écritures)

	Libellé		Net	Net A-1
	Produits d'exploitation			
	Ventes de marchandises			
	Production vendue prestations de services			
	Production vendue divers			
	Production stockée ou déstockage de production			
	Production immobilisée			
	Dotations et produits de tarifications		5 764 565,64	5 379 080,75
	Subvention d'exploitation et participations		11 725,05	10 693,36
	Reprise sur provisions et amortissements			
	Transfert de charges		35 087,52	11 333,66
	Autres produits		275,59	1 394,57
	Total (I)		5 811 653,80	5 402 502,34
	Produits financiers			
	De participations et des immobilisations financier		2 510,90	1 559,51
	Revenus des valeurs mobilières de placement			
	Reprises sur provisions			
	Transferts de charges			
	Différences positives de change			
	Produits nets s/cession de valeur mobilière plac		5 992,92	17 863,67
	Total (II)		8 503,82	19 423,18
	Produits exceptionnels			
	Sur opérations de gestion			
	Exercices antérieurs			
	Sur opérations en capital		45 929,07	39 274,87
	Reprise sur provision réglem : réserve trésorerie		21 148,72	21 340,57
	Reprise sur provision réglem : réserve plus-values			
	Reprises sur autres provisions			
	Report des ressources non utilisées			
	Transfert de charges			
	Total (III)		67 077,79	60 615,44
	CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
	Dons en nature			
	Prestations en nature			
	Bénévolat		5 205,00	3 308,37
	Total (VI)		5 205,00	3 308,37
	Résultat débiteur = Déficit			67 923,75
	Total (IV)			67 923,75
	Total Produits		5 892 440,41	5 553 773,08

ANNEXE

au Bilan du 31/12/2024
et au Compte de résultat du 01/01/2024 au 31/12/2024

I. DESCRIPTION DE L'ASSOCIATION ET EVENEMENTS PRINCIPAUX DE L'EXERCICE

ASSOCIATION INSTITUT SAINT JOSEPH DE BELLEMAGNY-LUTTERBACH :

L'Institut Saint Joseph est une association à but non lucratif de droit local d'Alsace-Moselle. Elle est inscrite au tribunal judiciaire de Mulhouse sous le Numéro A2000MUL000110. Son siège social est au 62 rue Aristide Briand 68460 LUTTERBACH. Le but de l'association est de : « a) créer et gérer des établissements spécialisés pour les personnes handicapées et inadaptées atteintes de déficiences intellectuelle et physique, ainsi que de troubles associés exigeant le recours à des techniques particulières.

b) Développer et propager des œuvres de bienfaisance ayant un rapport direct ou indirect avec le but principal figurant sous a) »

L'Institut Saint Joseph gère un Foyer d'Accueil Spécialisé de 98 places et un Foyer d'Accueil Spécialisé pour Personnes Handicapées Vieillissantes de 16 places.

L'association est dirigée par un Conseil d'Administration de 9 bénévoles élus par l'assemblée générale du 25 avril 2024. Le président de l'association est M. Joseph STAMPFLER élu par le Conseil d'Administration réunit à la même date.

EVENEMENTS PRINCIPAUX DE L'EXERCICE 2024 :

- Embauche de nombreux CDD pour remplacer le personnel absent (410 K€ chargés, soit 12,2 % d'augmentation par rapport à 2023) ;
- Des interventions de personnels intérimaires en complément des CDD : coût 17 K€, en baisse de 6K€ ;
- Deux départs à la retraite, deux ruptures conventionnelles et un licenciement pour inaptitude ont eu lieu en 2024 (84K€ chargés, en hausse de 38 K€) ;
- La prime de présence identique à 2023 : 22 K€ chargés ;
- Augmentation du budget de la CEA de 3% par rapport à 2023 ;
- Augmentation pérenne du budget de 46K€ pour prise en compte de l'indemnité Laforcade pour les maitresses de maison ;
- Augmentation non pérenne du budget de 50K€ pour l'accompagnement individualisé de deux résidents en attente de réorientation en structure médicalisée ;
- Agrément de l'accord salarial octroyant l'indemnité Laforcade pour tous avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2024. Impact de 46K€ non financé par la CEA ;
- Evaluation qualité de l'Institut Saint Joseph en septembre 2024 : 7,6K€ en immobilisation amortie sur 5 ans ;

II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

A – Changement de méthode comptable :

Il n'y a pas eu de changement de méthode comptable en 2024.

B - Méthodes comptables :

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement ANC 2014-03 et ses règlements modificatifs, ainsi que ses adaptations aux associations et fondations conformément aux règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes, par rubriques significatives :

Immobilisations incorporelles et corporelles

L'association a mis en œuvre la comptabilisation des immobilisations par composants. Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition qui comprend les frais accessoires.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire. Le début de l'amortissement est compté à partir de la date de facturation de l'immobilisation et sur la durée de vie prévue soit :

- | | |
|---|------------------|
| - Logiciels et matériel informatique : | 3 ans |
| - Matériels divers : | 5 ans |
| - Aménagements intérieurs : | 10, 15 ou 20 ans |
| - Installations techniques | 20 ans |
| - Façades, Toitures, Métallerie | 30 ans |
| - Aménagements extérieurs | 30 ans |
| - Gros œuvre, Terrassement, Prest. Intellect. | 47 ans |

Disponibilités

Les chèques émis par l'association sont comptabilisés à leur date d'émission. La concordance par rapport à l'extrait se fait par un état de rapprochement.

Immobilisations financières

La participation à l'effort de construction est comptabilisée sous forme de prêt sur 20 ans.

Provisions pour risques

Les provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, l'association a une obligation à l'égard d'un tiers qui résulte d'un fait générateur passé et dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou implicite. Ces provisions sont estimées selon leur nature en tenant compte des hypothèses les plus probables.

Les litiges pour lesquels l'association considère qu'il n'y aura pas de sortie d'argent probable sont considérés comme des passifs éventuels et font l'objet, le cas échéant, d'une note complémentaire dans l'annexe.

Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Fonds gérés pour le compte des résidents

Afin de se conformer aux prescriptions du plan comptable des établissements sociaux et médico-sociaux, les créances et dettes existantes au 31 décembre relatives à la gestion de l'argent de vie des résidents sont intégrées au bilan de l'association dans les postes suivants :

Actif :

Disponibilités : 65 456 €

Passif :

Autres dettes : 65 456 €

Cet argent n'appartient pas à l'association et à ce titre n'a généré aucune incidence sur le résultat de la période écoulée.

III. NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Actif immobilisé

Valeurs brutes	Ouverture	Augmentation	Poste à poste	Diminution	Clôture
Immo Incorporelles	43 058 €	7 600 €	0 €	0 €	50 658 €
Immo Corporelles	13 668 204 €	75 407 €	0 €	27 007 €	13 716 604 €
Immo en cours	12 634 €	16 770 €	0 €	3 040 €	26 364 €
TOTAL	13 723 896 €	99 777 €	0 €	30 047 €	13 793 626 €

Amortissements

Valeurs brutes	Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture
Immo Incorporelles	43 058 €	200 €	0 €	43 258 €
Immo Corporelles	7 541 027 €	507 116 €	27 007 €	8 021 136 €
TOTAL	7 584 085 €	507 316 €	27 007 €	8 064 394 €

Immobilisations financières

➤ Prêts	112 768 €
↳ Prêt 1% Construction sur 20 ans	112 768 €
➤ Cautions	43 025 €
↳ Caution station-service et bouteille gaz	1 025 €
↳ Caution API Restauration	42 000 €

Fournisseurs débiteurs

Avances et acomptes versés : **0 €**

Créances

➤ **Résidents : reversement des ressources :** **96 295 €**

➤ **Départements : prix de journée total :** **46 527 €**

Département	- 1 an	+ 1 an
Cher	4 537 €	
Haute-Garonne	9 278 €	
Haut-Rhin Etat	27 995 €	
Vosges	4 717 €	

➤ **Autres Créances à - 1an** **83 735 €**

↳ Rabais réduction à recevoir	0 €
↳ Personnel avance et acompte	641 €
↳ Ind. Journalières CPAM à reverser	2 256 €
↳ Ind. Journalières Prévoyance à reverser	0 €
↳ Prix de journée à recevoir	16 141 €
↳ UNIFAF – Plan de formation	11 025 €
↳ Divers à recevoir	3 672 €
↳ Prêt Congrégation Sœurs Bénédictines	50 000 €

Créance à plus d'un an **99 370 €**

↳ Prêt Congrégation des sœurs	99 370 €
-------------------------------	----------

Actif circulant

➤ **Charges constatées d'avance** **2 519 €**

↳ Charges constatées d'avance	2 519 €
-------------------------------	---------

IV. NOTES SUR LE BILAN PASSIF

➤ **Tableau de variation des fonds associatifs**

Valeurs brutes	Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture
Fonds associatifs sans droit de reprise	967 698 €	0 €	0 €	967 698 €
Excédents affectés à l'investissement	546 965 €	0 €	0 €	546 965 €
Réserve de Compensation	0 €	0 €	0 €	0 €
Réserve de trésorerie	66 780 €	0 €	0 €	66 780 €
Excédent affecté en réserve de compensation des charges d'amortissement	40 628 €	0 €	0 €	40 628 €
Report à nouveau	-423 727 €	0 €	67 924 €	-491 651 €
Résultat de l'exercice	- 67 924 €	97 576 €	0 €	29 652 €
Subventions d'investissement	155 651 €	11 994 €	42 129 €	125 516 €
Réserve des plus-values nettes d'actif	0 €	0 €	0 €	0 €
Autres provisions réglementées	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL	1 286 071 €	109 570 €	110 053 €	1 285 588 €

➤ **Passifs éventuels**

0 €

Dettes :

➤ **Emprunts : situation au 31/12/2024**

N° prêt CDC	Date	Organisme	Montant	Remboursé au 31/12/2024	Reste à rembourser
0937474	12/04/2001	C.D.C.	2 659 417 €	2 462 306 €	197 111 €
5089440	28/10/2016	C.D.C.	6 200 000 €	1 736 000 €	4 464 000 €
TOTAL			8 859 417 €	4 198 306 €	4 661 111 €

Etat des remboursements à venir

N° prêt CDC	Reste à rembourser	à – 1 an	de 1 à 5 ans	à + 5 ans
0937474	197 111 €	130 051 €	67 060 €	0 €
5089440	4 464 000 €	248 000 €	992 000 €	3 224 000 €
TOTAL	4 661 111 €	378 051 €	1 059 060 €	3 224 000 €

Intérêts courus non échus au 31/12/2024 : 27 788 €

➤ **Avance de trésorerie de la CEA : situation au 31/12/2024**

N° prêt	Date	Organisme	Montant	Remboursé au 31/12/2024	Reste à rembourser
	01/07/2014	C.E.A.	500 000 €	150 623 €	349 377 €
TOTAL			500 000 €	150 623 €	349 377 €

Etat des remboursements à venir

N° prêt	Reste à rembourser	à – 1 an	de 1 à 5 ans	à + 5 ans
	349 377 €	21 149 €	78 010 €	250 218 €
TOTAL	349 377 €	21 149 €	78 010 €	250 218 €

➤ **Autres dettes : 860 858 €**

703 833 € seront payées à moins d'un an dont :

- Fournisseurs et factures non parvenues : 135 459 €
- Dettes sociales et fiscales 568 830 €
- Fournisseurs d'immobilisations 0 €
- Charges à payer 0 €

V. RESSOURCES DE L'ASSOCIATION INSTITUT SAINT JOSEPH

Prix de journée

Le Prix de Journée, établi à partir d'un budget prévisionnel, couvre l'ensemble des charges de l'exercice y compris les dotations aux amortissements.

2024 : La dotation nette globalisée de 4 362 839 € allouée par la Collectivité Européenne d'Alsace est payée par douzième chaque mois. Les résidents reversent une partie de leurs ressources à la CEA, ce qui vient compléter cette dotation de 1 100 000 €.

Le Prix de journée FAS et FASPHV fixé par la CEA pour les autres départements est de 129,84€ pour les sept premiers mois de l'année et 152,15€ à partir du premier août 2024. Le prix de journée réduit est obtenu en soustrayant le forfait journalier hospitalier de 20€.

La convention de dotation globale signée en mai 2023 avec le Conseil Départemental du Haut-Rhin nous impose d'ajuster les recettes des participations des résidents et les recettes Prix de journée des autres départements aux budgets autorisés pour ces deux postes. Si les recettes de l'année sont supérieures aux budgets autorisés l'excédent doit être comptabilisé en 487 Produits Constatés d'Avance, en revanche, si les recettes sont inférieures aux budgets autorisés, la différence doit être comptabilisé en 4487 Produits à Recevoir. En l'occurrence pour l'année 2024, 12,8K€ sont comptabilisés en produits à recevoir sur les participations des résidents et 1,7K€ sont comptabilisés en produits à recevoir sur le prix de journée des autres départements.

VI. ENGAGEMENTS HORS BILAN

➤ Engagement de crédit-bail mobilier :

↳ Photocopieur IMC 3000 de la marque RICOH : début de contrat le 01/04/2019 avec réintégration du solde du contrat précédent. Fin du contrat le 31/03/2024 solde 0.

Crédit-bail	Contrat initial	Loyers payés au 31/12/2024	Encours des loyers restants
LIXXBAIL	15 600 €	15 600 €	0 €

Crédit-bail	Encours des loyers restants	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
LIXXBAIL	0 €	0 €	0 €	0 €

➤ Engagement d'Indemnités de Départ à la Retraite :

La méthode d'estimation des indemnités de départ en retraite à la date de clôture consiste à prendre en compte l'ancienneté prévisible à 64 ans pour appliquer le barème conventionnel d'indemnisation. Le montant ainsi obtenu est proratisé en fonction de l'ancienneté à la date de clôture.

Les hypothèses retenues pour le calcul des engagements de départ à la retraite sont les suivantes :

- Age de départ : 64 ans
- Indemnités : calculées suivant la convention collective du 15 mars 1966
- Taux de rotation du personnel : faible
- Initiative du départ : employé
- Taux de progression des salaires : 1 %
- Taux d'actualisation : 3,17%

Pour des raisons de clarté, ces chiffres sont présentés dans un tableau par tranche d'âge et plus particulièrement la tranche des 57 ans et plus :

Population	Indemnités brutes calculées	Charges sociales sur IDR (33,21%)	Charges fiscales sur IDR (12,83 %)	Total
20 à 35 ans	9 600,06	3 188,18	1 231,69	14 019,93
36 à 50 ans	52 440,21	17 415,39	6 728,08	76 583,68
Plus de 50 ans	166 465,88	55 283,32	21 357,57	243 106,78
Dont 57 ans et plus	115 752,42	38 441,38	14 851,04	169 044,84
Ensemble du personnel	228 506,15	75 886,89	29 317,34	333 710,38

Ce tableau récapitulatif des indemnités de départ à la retraite, ne tient pas compte de l'ancienneté des salariés dans le champ d'application de la présente convention. Ces chiffres sont donc sous-estimés.

➤ **Engagements reçus :**

RETENUES DE GARANTIE :

L'Institut Saint Joseph, pour chacun des marchés, retient 5% du montant global au titre de la retenue de garantie. Il n'y a plus de retenue de garantie en compte.

GARANTIES D'EMPRUNTS :

Le Conseil Départemental du Haut-Rhin a accordé en 2001 à l'Institut Saint Joseph de Bellemagny-Lutterbach une garantie de prêt d'un montant de 2 553 521 € sur 25 ans. Au 31/12/2024, il reste une garantie de 197 111 € sur 1 ans et demi. L'Institut a accepté en contre garantie au profit du Département une promesse d'hypothèque avec pré notation sur les biens en construction : Bâtiment St François.

Le Conseil Départemental du Haut-Rhin a accordé à l'Institut Saint Joseph de Bellemagny-Lutterbach en sa séance du 18 décembre 2015 une garantie de prêt d'un montant de 6 200 000€ sur 25 ans. Au 31/12/2024, il reste une garantie de 4 464 000 € sur 18 ans. L'Institut a accepté en contre garantie au profit du département une promesse d'hypothèque avec pré notation sur les biens en construction : Bâtiment St Vincent.

VII. AUTRES INFORMATIONS :

➤ **Rémunération des dirigeants :**

Les membres du bureau du conseil d'administration qui ont des responsabilités dans la conduite de l'Institut sont tous bénévoles (cf statuts). La directrice et le directeur adjoint, salariés de l'Institut, sont rétribués par application de la convention collective nationale de travail des établissements et services pour personnes inadaptées et handicapées du 15 mars 1966.

➤ **Contributions Volontaires :**

L'Institut Saint Joseph fait appel à trois bénévoles pour encadrer des résidents : une séance de catéchèse à raison de 1,5 heures par semaine, du modélisme à raison de 2 heures par semaine, de la marche à raison de 2 heures par semaine. Par ailleurs, des membres de l'association les AMIS de St Joseph

participent à la fête de l'été. Sur l'année 2024 l'ensemble de ces 300 heures a été valorisé au taux horaire du SMIC (11,88€) augmenté des charges patronales (46,04%), soit un montant total chargé de 5 205 €.

➤ **Honoraires et frais des commissaires aux comptes** : 9 667 € TTC.

➤ **Effectifs** :

Personnes physiques	Au 31/12/2023	Au 31/12/2024
Cadres	6	6
Non-cadres	72	73
Totaux CDI	78	79
CDD	10	8

ETP	Au 31/12/2023	Au 31/12/2024
Cadres	5,25	5,25
Non-cadres	71,80	72,50
Totaux CDI	77,05	77,75
CDD	10	8